

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât A
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 ALBI

ALBI, le 14/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

GROUPE VALECO

EURL FERME EOLIENNE DE LA BESSIERE
188 rue Maurice Béjart
34080 MONTPELLIER

Références : 81-CRARC-2022-94
Code AIOT : 0006809729

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2022 dans l'établissement GROUPE VALECO implanté Lieu-dit Cap Redoundé 81320 MURAT SUR VEBRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GROUPE VALECO
- Lieu-dit Cap Redoundé 81320 MURAT SUR VEBRE
- Code AIOT : 0006809729
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Le parc éolien de la Bessière a bénéficié d'un permis de construire en date du 16 mars 2009 délivré à la société Ferme éolienne de La Bessière. Il comprend 6 éoliennes de type Enercon E70, ayant une hauteur de mat de 65 m et une puissance unitaire de 2,3 MW, et a été mis en service en 2012. Il a fait l'objet en 2021 d'un arrêté préfectoral complémentaire portant sur le renforcement des mesures pour la protection des chiroptères et de l'avifaune.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié (vérification des installations électriques, suivi de l'élimination des déchets) ;
- respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 septembre 2021 (bridage chiroptères et SDA)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
9	Biodiversité	AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	Biodiversité	AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
2	Biodiversité	AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.1.2	/	Sans objet
3	Biodiversité	AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.1.5	/	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
8	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet
11	Biodiversité	AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.2.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Biodiversité	AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.2.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence 3 non-conformités qui font l'objet d'une lettre préfectorale de suite.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. Dans le cas d'un projet de renouvellement d'une installation existante, autre qu'un renouvellement à l'identique ou une extension au sens de l'article R. 181-46-I du code de l'environnement, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis 2 rapports de suivis environnementaux:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le rapport de suivi environnemental 2013-2018 porte sur les 19 éoliennes du parc éolien global du secteur [Puech de l'homme 1 (3 éoliennes), Puech de l'homme 2 (4 éoliennes), Plo de la Rouquette (6 éoliennes), La Bessière (6 éoliennes)] - Le rapport de suivi environnemental 2019 ne porte que sur 9 éoliennes parmi les 19 éoliennes que comporte le parc éolien global [Puech de l'homme 1 (1 éolienne), Puech de l'homme 2 (2 éoliennes), Plo de la Rouquette (3 éoliennes), La Bessière (3 éoliennes)] Cela ne respecte pas le protocole de 2018 qui prévoit que la prospection doit être faite sur toutes les éoliennes pour les parcs de moins de 8 machines, ce qui est le cas pour La Bessière. <p>Un suivi est en cours en 2022. Un enregistreur a été installé sur l'éolienne E5 pour suivre l'activité des chauves souris en hauteur.</p> <p>L'exploitant a transmis le certificat de dépôt de ces suivis sur DEPOBIO</p> <p>Observations : L'inspection rappelle, comme elle l'a fait lors d'inspections précédentes que les suivis doivent être réalisés sur toutes les machines et que les rapports doivent être spécifiques à chaque parc. Cela doit être pris en compte dans le suivi 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bridage chiroptères
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan de bridage qui consiste à arrêter la rotation des pales (mise en drapeau) de toutes les éoliennes du parc selon certains paramètres est mis en œuvre. Lorsque les éoliennes sont à l'arrêt (mises en drapeau), la nacelle comme les pales sont mises dans une position qui les maintiennent à l'arrêt dans toutes les conditions de vent.</p> <p>Ce bridage doit être opérationnel entre le 1er avril et le 31 octobre, chaque nuit entre le coucher du soleil et le lever du soleil et s'effectuer lorsque :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Entre le 1er avril et le 15 août lorsque : la température est supérieure ou égale à 10° C ; et la vitesse de vent est inférieure ou égale à 5 m/s, - Entre le 16 août et le 31 octobre lorsque : la température est supérieure ou égale à 10° C ; et la vitesse de vent est inférieure ou égale à 6 m/s. <p>La vitesse du vent et la température sont mesurées à hauteur de nacelle.</p> <p>Le plan de bridage est opérationnel dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté.</p>
<p>Constats : Un bridage des machines en faveur des chiroptères a été mis en place en 2020. Celui-ci a été modifié suite à l'arrêté complémentaire du 19/09/2021 pour le rendre opérationnel à partir du 1er avril au lieu du 15 avril.</p> <p>L'exploitant a transmis la copie d'écran du paramétrage mis en place. Les paramètres du bridage correspondent à ceux de l'arrêté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Biodiversité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle plan de bridage chiroptères
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le contrôle est fait à partir des données issues du système de contrôle et d'acquisition de données en temps réel (SCADA) . Ces données sont traitées par l'exploitant pour que l'inspection dispose pour chaque mât du parc éolien des courbes de fonctionnement et d'arrêt machine en continu avec un pas de temps de 10 minutes, en fonction de la température, de la vitesse du vent et de la vitesse du rotor (en RPM). Les données brutes et les données traitées sont stockées par l'exploitant pendant une durée minimale de deux ans. Les données brutes et les données traitées sont transmises à l'inspection sur simple demande avec le registre de défaillance et de maintenance.
Constats : Les tableaux de données 10 minutes issues du scada ont été transmises pour les 6 éoliennes, sur la période allant du 8 septembre 2021 au 8 septembre 2022 . Ils présentent les états de fonctionnement et d'arrêt de la machine en fonction de la température, de la vitesse du vent et du temps. Le contrôle de ces données réalisé par sondage ne met pas en évidence d'anomalie de fonctionnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Identification
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Des panneaux sont posés à l'entrée, indiquant l'interdiction d'entrer, et alertant sur les risques électriques et le risque de chute de glace en cas de gel. Des numéros d'alerte sont également affichés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'intérieur de l'aérogénérateur n°5 contrôlé le jour de la visite est maintenu propre. Il n'a pas été constaté l'entreposage à l'intérieur de matériaux combustibles ou inflammables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : L'exploitant a transmis les rapports de vérification datés: - du 10 août 2020 qui comporte 10 observations (6 nouvelles, 1 datant de 2013, 1 de 2016, 1 de 2018, 1 de 2019) - du 5 octobre 2021 qui comporte 4 observations (3 nouvelles, 1 de 2016) Une observation date de 2016: "Locaux haute tension: remédier aux échauffements constatés sur deux jeux de barre au cellard (observation reconduite pour mémo, cellard fermé lors de notre vérification 2020, non vérifié) L'exploitant indique que la transmission au maintenancier des rapports de contrôle était jusque là faite tardivement (rapport 2021 transmis fin juin 2022) entraînant un délai dans la planification des travaux de mise en conformité. Il indique qu'il envisage de modifier l'organisation des contrôles périodiques. A l'avenir, les rapports devraient être directement transmis au maintenancier.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport de contrôle de 2022, qui devra confirmer la levée de l'observation datant de 2016.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.</p> <p>Constats : Comme pour les autres parcs VALECO équipés d'éoliennes ENERCON, les déchets générés lors des opérations de maintenance sont emportés par le technicien sur le site de maintenance ENERCON de LACAUNE. Le transit de déchets dangereux relève de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées (régime de la déclaration jusqu'à 1 tonne, régime de l'autorisation au-delà). Or, le site de LACAUNE n'est ni déclaré, ni autorisé au titre des installations classées.</p> <p>L'exploitant a fait le choix de mettre en place sur les parcs éoliens qu'il exploite, des Eolbox destinées à recueillir les déchets produits lors de la maintenance des éoliennes. Lorsque celles-ci seront remplies, elles seront enlevées par la société ORTEC avec qui un contrat a été signé, et envoyées en centre d'élimination agréé. Les déchets ne transiteront plus par les centres d'exploitation Enercon.</p> <p>Pour le site de La Bessière, la commande a été passée et la livraison devrait intervenir dans le mois à venir.</p> <p>L'exploitant devra transmettre les justificatifs de l'installation de ces eolbox sous deux mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p> <p>Constats : L'aérogénérateur n°5 est équipé d'un extincteur en pied de l'éolienne. La date de vérification apposée sur l'étiquette date de moins d'un an. La présence du 2ème extincteur au sommet n'a pas été vérifiée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Biodiversité
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en place SDA
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système visant à réduire la mortalité aviaire, due à une collision avec une éolienne, et fonctionnant en période diurne est mis en place. Ce système (SDA) est basé sur la détection en temps réel et le bridage à une vitesse maximale en bout de pale de 120 km/heure retenue comme non accidentogène pour l'avifaune.</p> <p>Sans amplifier le risque de collision pour l'avifaune ou les nuisances sonores, un système d'effarouchement de type dissuasion acoustique peut être utilisé en complément du SDA.</p> <p>Le paramétrage du fonctionnement du SDA doit permettre de limiter tous risques de collision avec les individus des espèces cibles en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • détectant l'entrée de tout individu de chaque espèce cible dans la sphère de détection d'une éolienne, • en bridant la vitesse en bout de pale à 120 km / heure de chaque éolienne dès l'entrée de tout individu de chaque espèce cible dans la sphère à risques d'une éolienne. <p>Le SDA tel que défini par le présent arrêté, est opérationnel à compter du 1er décembre 2022.</p> <p>Le SDA déjà mis en place sur certaines éoliennes est maintenu jusqu'à démonstration de l'efficacité du nouveau système</p> <p>Le niveau de performance du SDA défini en annexe porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le champ de vision de la détection, • la sphère de détection et la sphère à risques pour les espèces cibles • le dispositif d'effarouchement, • l'enregistrement vidéo <p>Les caractéristiques techniques du SDA définies en annexe sont fournies à l'inspecteur de la DREAL deux mois avant la mise en service du SDA.</p> <p>Constats : Un SDA de type SafeWind a été installé par Biodiv-Wind sur les 6 éoliennes du parc de la Bessière: E1, E2, E3, E4 en 2020, rapport d'installation du 27/07/20 et E5 et E6 en 2022, rapport d'installation du 16/06/22.</p> <p>Le rapport de 2020 ne comporte aucune information sur la sphère de détection, le champ de vision du système, les espèces à protéger.</p> <p>Les rapports de 2022 comportent 2 graphiques relatifs à la capacité de détection maximale et au champ de vision du système qui sont inexploitable en l'absence de la légende des couleurs.</p> <p>Globalement, ces rapports ne comportent pas les éléments listés à l'annexe 2 qui auraient du être fournis. Manquent notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> • le diamètre de la sphère de détection pour chaque espèce cible, le diamètre de la sphère à risques pour chaque espèce cible ; • les angles de vision des caméras à l'horizontal et à la verticale, ainsi que pour celles installées en 2020, les caractéristiques du matériel vidéo utilisé : notamment les résolutions et les focales retenues (et mini-maxi); • un schéma d'ensemble et détaillé du parc justifiant que le champ de vision du système permet de détecter tout individu des espèces cibles lors de son entrée dans la sphère de détection de chaque éolienne, de le suivre pendant sa présence dans la sphère de détection de chaque éolienne, de détecter son entrée dans la sphère à risques de chaque éolienne. le champ de vision de chaque caméra, les superpositions de champs entre les différentes caméras ; • la justification de l'absence de gêne visuelle (topographique ou autres...) autour de chaque mat sur la distance de détection maximale retenue ; dans le cas contraire, des mesures complémentaires doivent être alors proposées et détaillées par l'exploitant ; • le paramétrage de déclenchement de la détection, l'effarouchement et la régulation : <p>A titre indicatif mais à adapter selon le type de SDA :</p> <p>les différents stades d'activation en fonction du nombre de pixels de la cible et de la durée de la détection,</p> <p>le tableau d'équivalence retenu : nombre de pixel/envergure oiseau/distance,</p>

la vitesse de décélération des machines <ul style="list-style-type: none"> la courbe théorique (ou tout autre document) confirmée par le fabricant exprimant le temps d'atteinte de la vitesse de bridage de 120 km / heure en bout de pale en fonction des vitesses de décélération des pâles Ces éléments doivent être transmis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Biodiversité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Liste des espèces cibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les espèces cibles (espèces protégées menacées) sont les suivantes : Aigle royal, Vautour moine, Vautour fauve, Vautour percnoptère, Milan royal, Circaète Jean-le-Blanc, Busard cendré, Busard Saint-Martin, Faucon crécerellette
Constats : Les 2 rapports d'installation de 2022 mentionnent bien toutes ces espèces cibles. Ceux de 2020 ne mentionnent aucune espèce. L'exploitant confirmera la liste des espèces cibles détectées par le système.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Biodiversité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification du fonctionnement du SDA
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la mise en service du SDA (ou dans les 3 mois qui suivent la signature de l'arrêté si le SDA est déjà en service avant la signature de l'arrêté), le fonctionnement de la partie détection du SDA est vérifié par des simulations avec drone. Si un protocole est validé au national, celui-ci s'applique.</p> <p>Après la mise en service du SDA et dans la première année de mise en service du SDA, le bon fonctionnement du SDA en conditions réelles est vérifié par du bio-monitoring d'une durée de 20 jours dans une période de forte fréquentation d'une majorité des espèces cibles.</p> <p>Ce bio-monitoring consiste en la mise en place d'un suivi en continu, en période diurne, par des observateurs présents sur le terrain et/ou l'utilisation d'un dispositif de radar mobile. Si un protocole est validé au national, celui-ci s'applique.</p> <p>Un rapport concernant ces vérifications est transmis à l'inspecteur de la DREAL dans un délai de deux mois à l'issue du test par bio-monitoring ou équivalent. Il présente de façon détaillée la méthode et les résultats (taux de détection obtenus, réactivité de l'effarouchement le cas échéant et de la régulation). Ce rapport conclut sur l'efficacité du paramétrage retenu et l'opérationnalité du SDA.</p> <p>L'exploitant propose si nécessaire des améliorations qui devront faire l'objet d'une nouvelle vérification soit par des simulations avec drone soit par une vérification en conditions réelles par du bio-monitoring.</p>
<p>Constats : L'exploitant indique que le bureau d'études Exen a réalisé 2 sessions de simulations avec drone: le 3 août et le 19 août. Elles ont mis en évidence quelques dysfonctionnements qui ont été solutionnés lors d'une opération de maintenance réalisée en septembre . Une troisième journée sera réalisée en 2023.</p> <p>Le compte rendu de ces essais a été transmis après l'inspection.</p> <p>Le bio-monitoring a été réalisé pour partie du 26 au 30 septembre et sera complété en juin 2023.</p> <p>Le rapport de ces vérifications devra être transmis au plus tard fin août 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Biodiversité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Evaluation de l'efficacité du SDA
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un suivi environnemental est réalisé dans la première année de mise en œuvre du SDA.</p> <p>Ce suivi environnemental est réalisé selon les modalités définies dans le protocole national visé à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 (protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018 ou version ultérieure).</p> <p>Ce suivi environnemental est communiqué à l'inspecteur de la DREAL au plus tard dans les 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ce suivi.</p> <p>Dans le cas où le suivi environnemental conduirait l'exploitant à envisager des modifications (du système ou des paramètres) du SDA, l'envoi du suivi environnemental à la DREAL est complété par un porter à connaissance.</p>
<p>Constats : L'exploitant indique que le suivi environnemental a été lancé par EXEN début avril, qui comportera le suivi mortalité avifaune et chiroptères plus l'écoute des chiroptères.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet